On a commencé à se rendre compte dans les années 1940 que ce n'était par une progression géométrique par rapport à la dynamite, mais quelque chose ayant un potentiel de destruction inconnu dans les annales de l'humanité. Les chercheurs qui ont travaillé à ces projets, comme Neils Bohr, Fermi, Oppenheimer et d'autres, ont fait valoir aux politiciens et plus précisément au président Roosevelt et au premier ministre Churchill, qu'il s'agissait d'une arme à double tranchant dont l'utilisation politique à bon escient pourrait amener tous les pays à comprendre qu'une guerre de grande envergure était impossible.

Certains députés se souviendront des bombardements sous lesquels nos forces armées ont écrasé Cologne et d'autres villes. Nous avons pu comprendre, à l'époque, que nous pouvions déchaîner le génie de la bouteille.

Les chercheurs ont fait valoir que cette arme avait un pouvoir destructif tellement immense qu'elle pouvait ramener les nations à la raison et arrêter les guerres étant donné que plus personne ne pouvait y gagner. Malheureusement, les politiciens n'ont pas écouté les créateurs de la bombe atomique. En 1945-1946, ils ont estimé qu'étant donné notre avance, nous pouvions l'utiliser pour nous assurer un avantage stratégique. Ils ont été avertis que les Soviétiques nous rattraperaient rapidement étant donné qu'aucun pays n'avait le monopole du pouvoir de l'atome et que celui-ci faisait partie du savoir universel. Quelqu'un dans un autre pays saurait bientôt comment fabriquer la bombe, ce n'était qu'une question de temps.

● (1730)

Cette résolution m'a rappelé cet épisode de l'histoire, car je me rends compte à quel point nous étions prêts d'exercer un véritable contrôle sur les armes nucléaires, mais que nous n'en avons pas saisi l'occasion. Je ne veux pas dire que nous soyons plus sages que nos prédécesseurs. Certainement pas. Néanmoins, je veux dire que les politiciens, les décideurs ont dû résoudre plusieurs questions cruciales quant à l'application des armes nucléaires et que nous avons commis de nombreuses erreurs, à commencer par la première.

Je pense que l'histoire a marqué un nouveau tournant en 1945. Tous les événements qui ont précédé n'étaient qu'un prélude. La première explosion du Nouveau Mexique a tourné une nouvelle page. Depuis lors, nous avons essayé de trouver divers moyens de faire rentrer le génie dans la bouteille. Nous n'avons pas réussi. A bien y penser, monsieur le Président, combien d'ententes fructueuses avons-nous conclues sur les armes nucléaires depuis 1945? Il y a eu le traité d'interdiction des essais nucléaires de 1963 qui limitait les essais nucléaires dans l'atmosphère. Il y a eu les traités SALT, que les États-Unis n'ont pas signés mais auxquelles ils ont adhéré officieusement jusqu'à l'année dernière. Il y a eu le traité de non-prolifération dont le Canada a été le principal artisan. Il visait à contrôler l'application des armes nucléaires dans les autres pays. C'est à peu près tout. Voilà qui résume 43 années pendant lesquelles nous avons essayé de juguler cette force destructive incroyable.

Canada—Zone dénucléarisée

Les armes nucléaires ont joué un grand rôle dans la guerre froide. Elles ont entraîné une concurrence entre l'Est et l'Ouest, les Soviétiques et les Américains, l'OTAN et le Pacte de Varsovie, entre autres. Nous avons parfois tendance à croire que les armes nucléaires peuvent être utilisées. Je veux dire par là que des militaires et certains politiciens de l'Ouest comme du côté des Soviétiques croient que nous pourrions effectivement utiliser des armes nucléaires en temps de guerre. Ils vont jusqu'à dire que nous pouvons avoir un potentiel de combat nucléaire. Ces gens ne sont pas, pour autant, enfermés dans des asiles de fous. Dans bien des cas, ils occupent des postes très importants dans des pays très importants. A les entendre, s'il n'y avait que 50 ou 60 millions de morts en Amérique du Nord, il s'agirait de dégâts acceptables.

Les Soviétiques ont le même raisonnement. Les militaires disent: «S'il doit y avoir une guerre, nous nous battons. Nous avons survécu à la Seconde Guerre mondiale et nous pouvons survivre à une troisième.» Quand on lit de telles choses, on ne peut que se demander à quoi pensent ces gens. Comment peuvent-ils dire que ce serait acceptable d'avoir 60 millions ou 70 millions de morts le premier jour, sans parler des effets sur l'environnement et l'atmosphère et de la destruction complète de notre mode de vie social, économique et culturel? Nous ne pourrions pas reconstruire après une guerre nucléaire ce que nous avons mis 3 000 ou 4 000 ans à bâtir.

Le véritable problème consiste à trouver le moyen de mettre fin aux conflits. Nous ne pourrions peut-être jamais nous débarrasser des connaissances que nous possédons déjà, mais nous pouvons peut-être trouver le moyen d'imposer des lignes directrices et des contrôles auxquels personne ne pourra passer outre. Comme j'ai déjà essayé de l'expliquer, la solution réside non pas seulement dans les techniques utilisées, mais aussi dans la psychologie, dans la façon d'envisager la question. Cela dépend de gens comme nous à la Chambre et dans les autres assemblées politiques où l'on prend les décisions. Nous pouvons écouter les chercheurs. Nous les avons écoutés dans le passé, sans donner suite à leurs recommandations. Ce sont des gens comme vous et moi, monsieur le Président, qui devront prendre ces décisions au nom des Canadiens ordinaires.

Avons-nous vraiment tort de songer à créer une zone dénucléarisée? Bien des Canadiens appuient ce principe, pas nécessairement parce qu'ils considèrent que c'est la solution idéale, mais parce que cela aurait une valeur symbolique. C'est une façon pour les Canadiens ordinaires de nous faire comprendre à nous, qui prenons les décisions politiques, qu'ils veulent débarrasser le monde de ces engins. Ils nous disent: «Ne risquez pas ma vie et celle de mes enfants.» Voilà pourquoi les habitants de l'Ontario, du Manitoba, des Territoires et de toutes sortes de villes et de villages ont adopté des résolutions en ce sens. C'est une façon pour les gens de s'exprimer. Je pense que nous devons en tenir compte. Nous pouvons critiquer certains aspects de ces résolutions, mais nous devons reconnaître ce qu'elles représentent. Elles reflètent le sentiment profond de bien des gens au Canada, comme dans d'autres pays du monde, qu'il est temps de mettre fin à cette course folle aux armements et de retrouver ce que nous avons perdu en 1945.